

Présidentielle au Kenya : la Commission électorale fait durer le suspense

@rib News, 29/10/2017 à 14h00 Source AFP La Commission électorale kenyane n'a pas clarifié dimanche la question cruciale de savoir si le vote de la présidentielle tenue jeudi serait ou pas organisé dans l'ouest du pays, fief de l'opposition qui a boycotté un scrutin où le président sortant Uhuru Kenyatta est donné largement vainqueur. Lors d'une intervention devant la presse très attendue, le chef de la Commission électorale (IEBC), Wafula Chebukati (photo), s'est dit dimanche soir "satisfait" de la conduite "transparente" du processus électoral, "sauf pour les endroits où le vote n'a pas eu lieu".

Un nouveau point de presse de la Commission est prévue "dans la première moitié de la journée, demain" lundi, a ensuite précisé l'IEBC. A ce jour, la Commission a compilé et vérifié 251 des 266 circonscriptions où le vote a pu avoir lieu jeudi. M. Chebukati a exhorté les Kenyans à "éviter toute spéculation". "Il n'y a pas de dissimulation de chiffres, tout le processus se fait au grand jour", a-t-il dit. Le scrutin de jeudi est fragilisé par le fait que les opérations de vote n'ont pas pu avoir lieu dans quatre comtés de l'ouest (Homa Bay, Kisumu, Migori et Siaya) sur les 47 que compte le pays, ce qui représente 25 circonscriptions (sur 291 au total - 290 à laquelle s'ajoute la circonscription de la diaspora). Dans cette région de l'ouest, fief du chef de l'opposition Raila Odinga, une situation chaotique et de graves troubles sécuritaires ont empêché la tenue du scrutin. Dimanche soir, il n'était toujours pas clairement établi si la très large victoire attendue de M. Kenyatta - M. Odinga ayant boycotté l'élection - pouvait être annoncée sans que le vote ait pu avoir lieu dans l'ouest, ce qui maintenait le pays dans la confusion. - A quand les résultats ? - Selon la loi électorale, les résultats doivent être annoncés dans les 7 jours suivant l'élection, soit d'ici le jeudi 2 novembre à minuit. Cette crise politique, la pire depuis dix ans dans ce pays d'Afrique de l'Est, a déjà durement affecté l'économie la plus dynamique de la région et depuis les Kenyans qui pour beaucoup d'entre eux aspirent à reprendre une vie normale. Le scrutin de jeudi avait été organisé après un coup de théâtre, inédit en Afrique: l'annulation le 1er septembre par la justice de la présidentielle du 8 août, à l'issue de laquelle M. Kenyatta, 56 ans, avait été proclamé vainqueur face au chef de l'opposition Raila Odinga, 72 ans. La Cour suprême avait justifié cette décision par des irrégularités dans la transmission des résultats, faisant peser la responsabilité de ce scrutin "ni transparent, ni vérifiable" sur la Commission électorale. M. Odinga, 72 ans et trois fois candidat malheureux à la présidence (1997, 2007, 2013), avait fait pression pour obtenir une réforme de cette Commission, mais l'opposition a jugé insuffisants les changements récemment mis en œuvre et appelé au boycott de la nouvelle élection tenue jeudi. Plongé dans l'incertitude, le Kenya a aussi connu ces derniers jours des violences meurtrières: au moins neuf personnes ont été tuées par balle depuis jeudi dans les places fortes de l'opposition (bidonvilles de la capitale Nairobi et ouest du pays). Et au moins 49 sont mortes (et des dizaines d'autres blessées) depuis l'élection du 8 août, pour la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police (recours aux tirs à balles réelles, gaz lacrymogènes, canons à eau). - 'Pas d'élection dans 90 jours' - En déplacement dimanche à Kawangware, un bidonville de Nairobi théâtre ces deux derniers jours de heurts violents, Raila Odinga a prouvé ses rivaux que les Kenyans "ne se laisseraient pas gouverner par les armes". Des affrontements entre différentes communautés - notamment entre l'ethnie kikuyu d'Uhuru Kenyatta, majoritaire dans le pays, et des partisans de la coalition d'opposition Nasa (Luo, Luhya, Kisii) - y ont éclaté. Au moins une personne a été tuée par balle lors de l'intervention de la police ayant suivi ces heurts. Ces incidents ravivent le douloureux souvenir des violences politico-ethniques qui avaient accompagné la présidentielle de fin 2007 (1.100 morts). "Nous disons à Uhuru qu'il ne peut pas gouverner par les armes", a déclaré M. Odinga, acclamé à plusieurs reprises par une foule de centaines de ses partisans. "Vous ne pouvez pas tuer des gens parce qu'ils ne sont pas allés voter", a-t-il lancé. M. Odinga, qui a lancé cette semaine une campagne de "désobéissance civile" afin de contraindre le pouvoir en place à accepter l'organisation d'une nouvelle élection dans les 90 jours, a prévu de s'exprimer lundi pour annoncer la "marche à suivre" à ses partisans. Mais le vice-président Ruto a une nouvelle fois rejeté toute idée d'organiser un nouveau scrutin. "Il n'y aura pas d'élection dans 90 jours, il n'y aura pas de discussion sur des questions relatives aux élections", a-t-il martelé dimanche dans une interview à la chaîne Al Jazeera.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});